

Croissance, réallocation, et dynamique des entreprises

Philippe Aghion présente son cours de l'année dans la série les courTs du Collège de France



Transcription de la vidéo :

Cette année, je vais essayer de voir comment la croissance économique, et notamment la croissance par l'innovation, est reliée à ce qu'on appelle la dynamique des entreprises, c'est-à-dire l'entrée de nouvelles entreprises, la croissance ou non croissance d'entreprises, et la faillite ou la sortie d'entreprises.

J'ai développé, il y a trente ans, un nouveau modèle de croissance économique qui s'appelle le modèle de croissance schumpétérien inspiré de l'idée de Joseph Schumpeter. La première idée c'est que la croissance de long terme c'est l'innovation qui en est la source principale, surtout dans les pays développés... dans les pays moins développés c'est plutôt l'imitation qui est la source de croissance. Deuxième idée : l'innovation résulte d'investissements par des entrepreneurs qui innovent et ces entrepreneurs répondent aux incitations qui leur sont fournies par les institutions qui existent et par les politiques économiques. Et puis la troisième idée, c'est la destruction créatrice c'est-à-dire que les nouvelles technologies rendent des anciennes technologies obsolètes, ou les nouveaux produits rendent les anciens produits obsolètes et donc ça veut dire qu'en fait la croissance par l'innovation c'est une croissance où il y a du nouveau qui remplace de l'ancien. D'où l'importance de la dynamique des entreprises, c'est-à-dire si vous avez une économie où les gros sont les mêmes qu'avant et ceux qui essaient de venir, les nouveaux qui essaient de s'établir, n'arrivent pas vraiment à s'établir ou disparaissent ou demeurent très petits, ça veut dire que la destruction créatrice ne fonctionne pas comme il faut et que votre économie n'est pas suffisamment dynamique.

J'ai créé un modèle, c'est-à-dire avec des équations, et ensuite j'ai confronté ce modèle aux données et, si vous voulez, tout ça n'existait pas, donc tout ça nous l'avons fait, d'abord moi et mon co-auteur Peter Howitt qui est canadien, et maintenant une jeune génération, qui sont à Stanford, qui sont à Chicago, qui développent ces idées-là. C'est vraiment nous qui avons commencé à établir ce dialogue entre données... et des données très microéconomiques d'entreprises, d'individus et les modèles de croissance et ça nous a permis de mieux comprendre le rôle de la concurrence, le rôle de l'éducation supérieure, de comprendre que pour devenir vraiment une économie de l'innovation il fallait transformer nos institutions économiques et d'autres modèles économiques et sociaux.

En France on sait qu'il y a beaucoup de start-up qui se créent mais elles ne croissent pas. La question est de savoir pourquoi en France il y a moins de dynamique des entreprises que dans d'autres pays. C'est qu'en France, d'abord, il y a des barrières à l'entrée, des choses qui découragent la création de nouvelles entreprises. Il y a des coûts administratifs, il y a des réglementations... Ensuite, il y a des facteurs qui inhibent la croissance des entreprises. Par exemple : le manque de finances. En France il y a du capital-risque mais beaucoup moins qu'aux Etats-Unis ou dans d'autres pays. Les capital-risques c'est des gens qui aident les jeunes pousses à croître en leur donnant des financements. Un autre facteur qui inhibe la croissance des entreprises c'est les réglementations sur le marché du travail. Il n'y a pas un climat favorable à la croissance des entreprises.

Se pose, évidemment, la question du rôle de l'État dans l'innovation. Certainement que pour conclure mon cours j'essaierai de rassembler quelques implications que l'analyse que j'aurai développé peut avoir sur comment penser l'État dans une économie de l'innovation. Il faut que l'État joue un rôle dans l'éducation, la formation et aussi dans l'organisation du marché du travail pour permettre une flexibilité, mais une flexibilité et une mobilité qui soient qualifiantes. Et là l'État a un rôle très important à jouer donc il ne s'agit pas du tout d'une politique de laisser faire où l'État se retire et fait confiance entièrement aux agents privés. L'État a un rôle très important à jouer pour protéger et permettre et favoriser la mobilité sociale, ce qui aide à la fois à réduire les inégalités et en même temps à accroître la croissance par l'innovation.